Esther Duflo, *Le développement humain. Lutter contre la pauvreté (I)* et *La politique de l'autonomie. Lutter contre la pauvreté (II)*

Paris, Seuil (La République des idées), 106 p., et 106 p.

Anne-Marie Bardi

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/832>

DOI : 10.4000/ries.832

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2010

Pagination : 24-26

ISBN : 978-2-85420-582-4

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Anne-Marie Bardi, « Esther Duflo, *Le développement humain. Lutter contre la pauvreté (I)* et *La politique de l'autonomie. Lutter contre la pauvreté (II)* », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 54 | septembre 2010, mis en ligne le 01 juillet 2011, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ries/832> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.832>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Esther Duflo, *Le développement humain. Lutter contre la pauvreté (I) et La politique de l'autonomie. Lutter contre la pauvreté (II)*

Paris, Seuil (La République des idées), 106 p., et 106 p.

Anne-Marie Bardi

RÉFÉRENCE

Esther Duflo, *Le développement humain. Lutter contre la pauvreté (I)*, Paris, Seuil (La République des idées), 106 p.

Esther Duflo, *La politique de l'autonomie. Lutter contre la pauvreté (II)*, Paris, Seuil (La République des idées), 106 p., et 106 p.

- 1 Ces ouvrages sont issus de leçons données par Esther Duflo, première titulaire de la chaire « Savoirs contre pauvreté » au Collège de France. Elle y décrit ses travaux de recherche et la démarche scientifique qu'elle utilise, notamment pour répondre aux débats politico-économiques portant sur le bien fondé et sur l'efficacité des programmes que les États et les bailleurs de fonds mettent en place pour lutter contre la pauvreté. Sa méthode – et celle d'autres équipes dont elle relate les travaux – consiste à mener des « expérimentations aléatoires » afin de tester l'effet d'une mesure par comparaison d'un groupe test avec un groupe témoin.
- 2 Le premier opuscule, intitulé *Le développement humain*, traite de questions d'éducation et de santé. Le second, intitulé *La politique de l'autonomie*, étudie la micro-finance puis la gouvernance et la corruption. Dans chaque domaine, en une cinquantaine de pages, les problèmes sont cernés, hiérarchisés puis abordés avec réalisme et une étonnante inventivité dans les solutions testées. La méthode est rigoureuse, les effets sont observés au plus près des personnes dans les villages, souvent avec l'aide d'ONG

reconnues localement. Les expérimentations concernent surtout l'Inde et l'Afrique, mais aussi le Mexique, la République Dominicaine, Madagascar et parfois des pays du Nord. Les résultats peu probants ou non transférables sont signalés. Les autres sont actés, et les raisonnements s'enchaînent sans faille.

- 3 Le chapitre sur l'éducation, « inscrire ou instruire ? » est une illustration parfaite de la démarche ; le raisonnement se déroule en quatre temps. Pour réussir l'éducation, la première étape à franchir consiste à amener les familles à inscrire leurs enfants à l'école, ce qui va de pair avec une baisse des coûts directs et indirects. E. Duflo analyse donc avec la méthode des expérimentations aléatoires l'effet sur l'inscription des enfants de la gratuité scolaire, de la fourniture d'un repas, du don de l'uniforme, du versement d'une allocation aux parents ou d'une gratification aux enfants.
- 4 Une fois inscrits, encore faut-il que les enfants soient présents. L'un des moyens de lutte contre l'absentéisme consiste à améliorer la perception qu'ont les élèves et les familles des effets de l'instruction ; plusieurs modalités d'information sur les bénéfices escomptés de l'école sont donc testées. Une action sur la santé des élèves est également expérimentée, avec une forte augmentation de la présence en classe, par exemple, pour le programme consistant à vermifuger tous les enfants d'une même école.
- 5 Le rapport coût/bénéfice des différentes actions visant à augmenter la durée de scolarité est évalué, l'unité de compte étant le prix de l'équivalent d'une année d'étude supplémentaire ; les programmes les plus ambitieux ou les plus connus ne s'avèrent pas toujours les plus efficaces.
- 6 Si la scolarisation s'améliore, il faut aussi qu'elle ait un impact sur les connaissances des élèves. Or, nous dit-on, « année après année, l'enquête ASER en Inde montre que la moitié des enfants scolarisés ne savent pas lire un texte simple » tandis que les parents surestiment grandement ce que savent leurs enfants. Améliorer la qualité de l'école est donc essentiel, ne serait-ce que pour conserver la motivation des familles et des enfants. Comment faire ? Le choix de « plus de la même chose » s'avère un échec. Des recherches (Kenya 95, Inde rurale et urbaine) ont montré que « plus de manuels » ou « plus d'enseignants » (donc moins d'élèves par classe) n'avaient guère d'impact sur les résultats ; l'impact positif ne concernait que les 10 % d'élèves les plus en avance, les programmes d'alors étant inadaptés à la massification de l'enseignement et les manuels en anglais incompris des élèves. La démotivation des enseignants face à une tâche impossible contribue aussi à la faible qualité de l'enseignement. Comment s'assurer de leur présence ? De leur implication ? Diverses solutions sont testées et évaluées : doter les conseils de village de moyens permettant un recrutement local ; recourir à des personnels auxiliaires peu formés mais chargés uniquement d'apprendre à lire ; donner une reconnaissance financière aux professeurs en fonction de leur présence ou en fonction des acquis des élèves. Les résultats s'additionnent et font sens.
- 7 Esther Duflo pose alors la question ultime : ne faut-il pas, d'abord, modifier les objectifs de l'école pour ne pas tout promettre et rien réaliser ? Elle conclut, avec une certaine modestie : « Si nous comprenons mieux ce qui peut motiver ces trois acteurs – parents, enseignants et enfants – nous ne savons toujours pas comment organiser le système scolaire pour que tous ces ingrédients soient présents. Les grandes réformes systémiques (impliquer davantage les parents, privatiser l'école, etc.) ont des effets beaucoup plus mitigés que leurs partisans ne veulent bien l'admettre. Bien qu'il s'agisse plus d'une question d'économie politique que d'éducation proprement dite, les éléments que nous avons présentés ici peuvent et doivent faire partie de la réflexion. »

- 8 Le second chapitre traite des questions de santé, abordées sous l'angle de la prévention puisqu'il est prouvé que le recours à la médecine préventive (vaccination des enfants, lutte contre le sida) reste faible même lorsqu'elle est disponible et gratuite, alors que les familles dépensent beaucoup pour des soins souvent inutiles voire dangereux, prodigués par des médecins parfois auto proclamés. La démarche est ici aussi très construite et, comme pour l'enseignement, les facteurs explicatifs sont passés au crible dans un enchaînement limpide d'expérimentations détaillées, qui permettent d'identifier les impasses et de proposer des pistes concrètes d'évolution.
 - 9 Dans le second opuscul Esther Duflo affronte le dernier slogan à la mode : « les pauvres doivent s'aider eux-mêmes ». Elle présente des études permettant de répondre à la question : le micro crédit permet-il de réduire la pauvreté (comment et pourquoi) ? Elle fait enfin état de recherches récentes, également basées sur la méthode expérimentale, pour déterminer si le fait de donner plus de pouvoir aux autorités locales permet de diminuer la corruption et d'améliorer la gouvernance.
 - 10 Avec une écriture simple, des raisonnements précis, des exemples concrets, Esther Duflo nous propose une démarche constructive permettant d'aborder des questions complexes par une méthode scientifique et de dépasser des débats généraux à caractère trop souvent idéologique. « Savoirs contre pauvreté » est bien le ressort de sa contribution.
-

AUTEUR

ANNE-MARIE BARDI

Anne-Marie Bardi est inspectrice générale (H) de l'éducation nationale. Ancienne élève de l'Ecole normale supérieure, agrégée de mathématiques, elle a été professeur puis Inspectrice d'académie-Inspectrice pédagogique régionale de mathématiques et s'est impliquée dans le développement de l'usage de l'informatique puis des technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement. Elle est membre du comité de rédaction de la RIE.